

TUTORAT NIÇOIS : BASES ÉLÉMENTAIRES D'ÉCONOMIE GÉNÉRALE

FICHE EXPLICATIVE

Deux démarches pour analyser le fonctionnement d'une économie :

LA MICROECONOMIE : étude de l'économie à partir du comportement des centres de décision individuels = théorie des prix

Ex. Le producteur, le consommateur, l'épargnant, le travailleur

On se place face à un individu, un seul agent : on caractérise un humain par rapport à son comportement, dans son intégralité = **comportement-type**. Pour parvenir au **fonctionnement global du système**, il faut alors agréger les **comportements des agents individuels** (mais cela suppose que tous les agents se comportent de façon **similaire = récurrence**, quand ils sont placés dans la même situation. C'est pourquoi, ils sont supposés **parfaitement rationnels**).

Ex. Quand le prix d'un bien diminue, les consommateurs veulent acheter davantage de ce bien : la demande de ce bien augmente.

LA MACROECONOMIE : étude de l'économie à partir des quantités globales, grandes fonctions et regroupement d'agents économiques = secteurs institutionnels (Pas de distinction des individus qui la composent = ensemble)

On ne réfléchit plus sur un niveau humain mais sur un **niveau collectif ♥ : image quantitative de la situation du pays**.

Ex. Etude de la production (mesurée par le PIB), de l'investissement, de la consommation, du taux de chômage etc.

Toutes les données publiées par l'INSEE sur l'économie française relèvent d'une approche macroéconomique. Ces données s'appellent des **agrégats** (grandeurs synthétiques caractéristiques de l'activité éco).

Ex. Le PIB, les dépenses de consommation finale des ménages, l'investissement (formation brute de capital fixe).

1 – INTERVENANTS DE LA VIE ECONOMIQUE ET MARCHES

1.1 – Les entreprises

a) Définition et rôle :

Entreprise = unité économique et juridique (organisation) produisant des biens et des services pour les vendre sur un marché dans le but de réaliser un bénéfice ou profit + formation des revenus.

Dans les économies modernes, l'essentiel de la production est réalisé par les entreprises avec finalité = profit. Elles créent des **richesses** qui sont distribuées aux **agents économiques** (salariés, actionnaires, Etat, banque). Ces ressources monétaires vont permettre aux agents économiques de réaliser des **dépenses**.

Les entreprises travaillent sur 3 types de marchés qui dépendent du degré de concentration de la branche d'activité :

- Le **monopole** : **une seule entreprise réalise toute la production**. Les vrais monopoles sont rares.
Ex. en France : pendant longtemps la production d'électricité par EDF ; le transport ferroviaire par la SNCF. Mais aujourd'hui ces monopoles disparaissent à cause de l'ouverture à la concurrence imposée par les autorités de l'Union européenne.
- L'**oligopole** : **quelques grandes firmes dominent le marché**. *Ex. La téléphonie mobile en France : Orange, SFR, Bouygues télécom.*
- La **concurrence** : **lorsque de nombreuses entreprises sont implantées sur un marché, sans qu'aucune ne soit réellement en position dominante**. *Ex. La restauration à Nice ; la plomberie.*

♥♥ **Ensemble d'éléments en interaction qui échangent des flux avec environnement : flux économiques, sociaux, culturels, politiques...**

b) La production : combinaison des facteurs de production :

Pour produire, toute entreprise a besoin de 3 catégories d'éléments appelés **facteurs de production** qu'elle va combiner de la manière la plus efficace possible pour atteindre ses objectifs :

- Le **travail** : (≠ compétence) expérience et savoir-faire apportés dans l'entreprise par les travailleurs salariés /chef d'entreprise.
- Le **capital** :
 - Le **capital financier** = **ressources monétaires** dont l'entreprise dispose qui proviennent des particuliers/actionnaires qui investissent dans un projet entrepreneurial.
 - Le **capital physique** = **biens achetés par les entreprises** et qui leur servent à réaliser leur propre production. 2 catégories de biens, très différents pour l'analyse économique :
 - ⇒ Le **capital fixe** = **biens de production durables** : *bâtiments et machines +++*
 - ⇒ Le **capital circulant** ou **consommations intermédiaires** = **biens (ou services) qui sont détruits lors du cycle de production** : *électricité, l'eau consommées par une entreprise, mais aussi les pièces détachées et produits semi-finis.*
 - ⇒ **Biens immatériels**
 - Le **capital humain** = **compétences (savoirs, savoir-faire) que possède un individu et qui peuvent lui rapporter un revenu en les mettant au service de la production de biens et services**. Ce concept concerne à la fois le **facteur travail** (puisque ce sont des individus qui mettent leur capital humain au service des entreprises) et le **facteur capital** (parce qu'il suppose qu'on peut investir dans le capital humain par l'éducation, la formation). *Ex : dépenses de formation du personnel dans entreprise = investissement en capital humain. Amélioration des soins médicaux, santé, dans une population la rend + apte à travailler, + productive = investissement en capital humain.*
- Les **ressources naturelles** : sols, mines, fleuves...

c) **La distribution des revenus concerne plusieurs agents économiques :**

Les entreprises créent richesses (mesurées par la **valeur ajoutée**) => distribution aux agents économiques par :

- Les **salaires** versés aux **salariés** qui contribuent directement à la production.
- Les **impôts** et **cotisations sociales** versés à l'**Etat** et aux organismes de la protection sociale.
- Les **intérêts** versés aux **banques** si l'entreprise a souscrit des crédits.
- Le **profit** = **revenu résiduel** = ce qui reste quand l'entreprise a payé tous ses frais

Profit = ensemble des recettes – ensemble des dépenses

- ⇒ Le profit sert à **rémunérer les propriétaires du capital, les actionnaires** si l'entreprise est une Société anonyme (dans ce cas on parle de dividendes).
- ⇒ Mais une partie du profit peut être conservée par l'entreprise pour **financer ses investissements** par **autofinancement**, c'est-à-dire sans recourir à l'emprunt.
- ⇒ *IDEE : assurer sa pérennité, ne pas disparaître !*

d) **Les investissements :**

Investissement = opération économique essentielle dans la vie des entreprises = dépense destinée à maintenir ou à accroître le potentiel productif de l'entreprise, c'est-à-dire ses capacités de production.

En France, l'INSEE mesure l'investissement dans le cadre de la comptabilité nationale par un agrégat : la **Formation Brute de Capital Fixe = FBCF = achat de biens de production durables par les unités de production au cours de l'année.**

Ex. Achat de nouveaux locaux, de nouvelles machines, de logiciels par les unités de production.

On peut classer des investissements des entreprises en 3 catégories selon leur objectif :

- Les **investissements de remplacement** : visent à **remplacer les biens d'équipement défectueux ou obsolètes** (obsolescence = vieillissement d'un équipement professionnel dû à l'apparition d'un matériel nouveau plus performant).
- Les **investissements de productivité** : visent à **diminuer les coûts de production en remplaçant une machine par une autre plus productive**, c'est-à-dire utilisant moins de main d'œuvre/matières/capital (se traduisent souvent par des **suppressions d'emplois**) = « produire mieux »
- Les **investissements de capacité** : destinés à **accroître les capacités de production**, par achat de nouvelles machines qui s'ajoutent à celles déjà en service afin d'augmenter la production de l'entreprise (se traduisent souvent par des **créations d'emplois**) = « produire plus »

1.2 – Les ménages

a) **Définition :**

Un ménage = ensemble des personnes physiques (ou individus) qui dispose d'une unité de comportement en tant que consommateur = utilisant le même revenu (pas salaire !) = utilisant le même logement

- les personnes constituant un ménage ne sont pas nécessairement apparentées. *Ex. Colocataires.*
- un individu qui vit seul constitue un ménage.

b) **Les ressources des ménages et leur utilisation :**

Synthétisées par un indicateur : le **revenu disponible**

Revenu disponible = Revenus d'activité + revenus du patrimoine + revenus secondaires – prélèvements obligatoires

Il est composé de :

- **Les revenus d'activité** = qui sont la contrepartie directe de l'activité professionnelle
 - ⇒ Pour les **salariés** : salaires, primes
 - ⇒ Pour les **travailleurs indépendants** : bénéfice d'exploitation pour les entrepreneurs individuels/artisans, ou des honoraires des professions libérales.
- **Les revenus du patrimoine** :
 - Loyers perçus par les ménages propriétaires d'un logement qu'ils louent
 - Intérêts des placements financiers comme les livrets d'épargne
 - Dividendes perçus par les ménages qui possèdent des actions
- **Les revenus secondaires (ou revenus de transfert)** = prestations sociales versées aux ménages par les organismes de la protection sociale. *Ex. Pensions de retraite, allocations chômage, allocations familiales, bourses...*
- **Les prélèvements obligatoires** : les impôts directs (*impôt sur le revenu*) et les cotisations sociales.

Les ménages utilisent leur revenu disponible pour 2 usages : la **consommation** et l'**épargne**.

- **consommation marchande** : bien acquis par échange d'un prix
- **consommation non marchande** : bien offert/acquis à prix < prix production

Montant du revenu disponible = Montant des dépenses de consommation finale + montant de l'épargne brute

L'**épargne brute** = ce qui reste une fois que les ménages ont réalisé leurs dépenses de consommation.

⇒ **Epargne brute** = Revenu disponible – dépenses de consommation

- Selon l'économiste américain Modigliani (1985) l'évolution de **l'épargne des ménages au cours de la vie est fonction de leur âge**. Les ménages épargnent durant leur vie active afin **d'accumuler un patrimoine** qu'ils utiliseront en partie durant leur retraite. A la retraite, ils pratiqueront une **désépargne**. (*Plans d'épargne retraite (PER); assurances-vie*). Les comportements d'épargne diffèrent selon pays et conjoncture économique.
 - En période de crise : les ménages développent une **épargne de précaution** parce qu'ils sont inquiets face à l'avenir, peur du chômage en particulier ; c'est le cas aujourd'hui.
 - Pendant les Trente glorieuses (1945-1975) : les ménages **épargnaient moins** parce qu'ils étaient confiants dans l'avenir et parce qu'ils utilisaient la plus grosse part de leur revenu disponible pour acheter des biens de consommation durable : voiture, lave-linge, réfrigérateur etc.
 - Au Japon et en France, les taux d'épargne (épargne / revenu disponible x 100) sont traditionnellement élevés par rapport aux Etats-Unis où les ménages épargnent peu et sont fortement endettés parce qu'ils recourent massivement au crédit.

1.3 – Les banques

a) Définition :

Banque = institution financière qui collecte des ressources monétaires et des ressources d'épargne et qui participe au financement de l'économie par le crédit et l'acquisition de titres.

b) Rôles :

– **Collecte de l'épargne** : les banques collectent des **ressources monétaires** sous forme de :

- ⇒ **dépôts de leurs clients (ménages et entreprises)** => circulation de cette monnaie grâce à divers instruments : chèque, carte de paiement (type carte bleue), virement, prélèvement automatique
- ⇒ **placements financiers divers** effectués par leurs clients.

Grâce aux ressources collectées, les banques **accordent des crédits** aux ménages et aux entreprises. Elles jouent un rôle d'**intermédiaire financier**. Dans cette activité, elles pratiquent une **mutualisation des risques** (les pertes des débiteurs défaillants sont compensées par les rentrées sur les autres). Ceci est possible parce que les banques ont beaucoup de clients : les pertes sont ainsi réparties sur un grand nombre. Toutefois, les banques doivent veiller à la **solvabilité du client** (ménage ou entreprise) avant d'accorder un crédit.

– **Ajustement des durées de placement** : une des activités principales des banques est appelée la **transformation**.

- ⇒ Les **dépôts dans les banques** sont généralement de courte durée : les clients doivent pouvoir disposer à tout moment de la monnaie qu'ils détiennent pour effectuer des paiements ou des retraits en billets.
- ⇒ Par contre, les **crédits** accordés sont de durée plus longue, destinés à financer les investissements des entreprises ou les achats de biens immobiliers des ménages.

Ce sont les banques qui permettent l'ajustement de ces 2 volontés divergentes : elles utilisent des ressources à court terme pour financer les crédits à moyen et long terme. Mais attention, le volume collecté doit être constant.

– **Création de monnaie** : la principale source de création monétaire aujourd'hui est le **crédit bancaire**.

- ⇒ les banques créent de la monnaie en accordant des crédits à leurs clients parce qu'elles ne disposent pas de la totalité des sommes correspondant aux crédits accordés. Elles « inventent » une monnaie qui n'existait pas = **pouvoir de création monétaire**.

La création monétaire est **source de croissance économique** (hausse de la production de biens et services) parce qu'elle permet aux agents économiques de disposer des **ressources monétaires supplémentaires**.

- Les entreprises demandent des crédits pour réaliser des investissements
- Les ménages demandent des crédits pour acheter des biens de consommation et des biens immobiliers
 - Cela se traduit par une **hausse de la demande globale** qui soutient l'activité économique

« Les crédits font les dépôts » : en accordant un crédit les banques ➔ le montant des dépôts détenus par leurs clients.

Mais la création monétaire par les banques n'est **pas illimitée**. Elle est limitée :

- par la **demande de crédits** de la part des clients, +/- forte selon la conjoncture économique.
 - en période de forte croissance économique, les agents demandent + de crédits pour réaliser leurs opérat° d'investissement / conso
 - en période de récession, ils en demandent moins.
- du côté de l'offre de crédit par les banques qui sont soumises à **contraintes de réserves obligatoires et de refinancement d'une partie des crédits accordés**, imposées par les autorités monétaires c'est-à-dire la banque centrale : aujourd'hui pour la France, Banque centrale européenne (BCE).

1.4 – Le secteur public

C'est l'Etat dans son rôle économique et social.

2 formes principales : les **administrations** (ex. *l'éducation nationale, la défense*) et les **entreprises publiques** (ex. *EDF, la SNCF*)

a) Le financement des administrations publiques :

- Se fait grâce aux **prélèvements obligatoires** : impôts, taxes, cotisations sociales payés par ménages /entreprises.
- Les principaux impôts en France sont : la **TVA** (taxe sur la valeur ajoutée), l'**IRPP** (impôt sur le revenu des personnes physiques = impôt sur le revenu), l'**IS** (impôt sur les sociétés), la **TIPP** (taxe intérieure sur les produits pétroliers)

b) Le rôle de l'Etat dans la régulation de l'économie :

Dans certains pays capitalistes, l'intervention de l'Etat est relativement faible : principes du libéralisme économique qui prévalent. Ex. *Les Etats-Unis*. En France, l'intervention de l'Etat est traditionnellement importante.

Cette intervention peut se faire dans de très nombreux domaines : l'Etat doit veiller au **respect de la concurrence sur les marchés, éviter la formation de monopoles ou d'ententes illicites** entre des entreprises sur les prix (*téléphonie mobile*).

Le secteur public doit fournir à la population d'un pays des **prestations**, des **services** d'intérêt général.

Ces services peuvent être produits par 3 types d'agents économiques :

- Par des **administrations publiques**
- Par des **entreprises publiques**
- Par des **concessions à des entreprises privées** (services pour le compte de l'Etat ou des collectivités locales) : on parle de **délégation de service public**. Ex. *Ramassage des ordures ménagères*.

Les services publics doivent obéir à 3 principes fondamentaux :

- Principe de **continuité** du service public : obligation d'**agir régulièrement, sans retard**, à la satisfaction des usagers.
- Principe d'**égalité** : **aucune discrimination** ne peut être opérée entre les usagers du service public.
- Principe de **primauté** : les **intérêts privés doivent s'incliner devant l'intérêt général**.

Certains services publics sont :

- **gratuits ou quasi gratuits** : donc financés par les prélèvements obligatoires : ce sont ceux produits par les *administrations publiques* (services non marchands). Ex. *L'éducation nationale, la défense, la sécurité intérieure*.
- **payants** : ce sont ceux produits par les *entreprises publiques* (services marchands). Ex. *L'électricité produite par EDF, l'envoi de courrier ou de paquets par la Poste, le transport ferroviaire par la SNCF*.

NOTER : on n'arrête pas un service public même si il n'est pas rentable !!! ♥ (*police municipale*)

Le service public en France s'est considérablement développé depuis la fin de la 2^e guerre mondiale, avec 2 objectifs :

- la **réduction des inégalités**
- la **protection des individus contre les grands risques de la vie** (rôle de la protection sociale).

Mais aujourd'hui, les services publics sont en crise :

- A cause des **problèmes de financement** de ces services (*PLB : poids des prélèvements obligatoires ? => poids des budgets*)
- Certains remettent en cause leur **efficacité**, qui est très difficile à mesurer (pas d'indicateurs réels)

c) Les principaux postes de dépenses du budget de l'Etat :

- Les dépenses de fonctionnement, dont les **salaires des fonctionnaires**.
- La **constitution d'un capital** pour réaliser des investissements publics. (Ex. *Création d'universités*)
- **Remboursement de la dette publique**. Quand les budgets de l'Etat, de la sécurité sociale ou des collectivités locales sont en déficit, ces administrations s'endettent. *En France : dette +++ = résultat de l'accumulation des déficits depuis des années. A tel point que la France actuellement, ne parvient à payer que les intérêts, sans remboursement du capital emprunté.*
- Les **interventions économiques et sociales** et **subventions** aux entreprises.
- Le **militaire / défense**

1.5 – Le marché des biens et des services

a) Définition :

Marché des biens et services = lieu de rencontre entre offre et demande de biens ou services = lieu de format° des prix.

b) Les différents types de biens et de services :

1^e distinction : biens libres / biens économiques.

Biens libres : existent en **quantité illimitée** dans la nature et ne nécessitent **pas de travail** pour se les procurer. Il y en a **très peu** et ils n'intéressent pas les économistes. Ex. *L'air, l'eau des sources ou de la mer, la lumière du soleil*.

Biens économiques : ♥

- Ils doivent satisfaire (directement ou indirectement) des **besoins humains**
- Ils doivent être **disponibles**
- Ils doivent être **rares** = ne pas exister en quantité illimitée et **nécessiter du travail** pour se les procurer

♥ La rareté est un concept très important en économie. Il y a rareté dès que les besoins dépassent les quantités disponibles de biens. Certains économistes considèrent que c'est la rareté d'un bien qui détermine son prix : plus un bien est rare par rapport à sa demande, plus son prix est élevé.

2^e distinction : biens /services.

Biens = moyens permettant de satisfaire les besoins = **caractère matériel** (on peut les toucher) : *lave-linge, une baguette de pain.*

Services : **caractère immatériel** : *une coupe de cheveux, un voyage en avion, un cours d'économie.*

3^e distinction : Biens durables, semi durables, non durables.

Biens durables : **durée de vie et d'utilisation importante** à l'échelle d'une vie humaine. *Ex. Voiture, équipement ménager*

Biens semi-durables : servent plusieurs fois, mais **durée de vie plus courte** que les précédents. *Ex. Habillement, stylo*

Biens non durables : **détruits à la 1^e consommation.** *Ex. alimentation, allumette*

4^e distinction : biens de consommation, biens de production, biens intermédiaires. (cf page 1)

Biens de consommation : destinés à la satisfaction des besoins des consommateurs = **consommation finale**

Biens de production : biens durables (durée d'utilisation > à 1 an), utilisés par les unités de production pour produire d'autres biens = **capital fixe** ♥

Biens intermédiaires : biens non durables (durée d'utilisation < à 1 an), utilisés par les unités de production pour produire d'autres biens = consommations intermédiaires ou **capital circulant** ♥

1.6 – Le marché du travail

a) Définition :

Marché du travail = lieu de rencontre entre une offre et une demande de travail

Dans l'analyse néoclassique, le travail est considéré comme une marchandise quelconque et obéit aux lois du marché.

- **L'offre de travail** : constituée de la **population active** (ceux qui « offrent » leur travail en échange d'un salaire).
 - ⇒ *Théoriquement, l'offre de travail doit augmenter si le salaire proposé par les employeurs augmente : certaines personnes qui ne souhaitaient pas travailler quand le niveau de salaire était plus bas, veulent travailler si celui-ci augmente ; les salariés en place souhaitent + faire des heures supplémentaires si le salaire est plus élevé. (inverse si salaire diminue)*
- **La demande de travail** : ce sont tous les **emplois disponibles** (les employeurs demandent du travail pour pouvoir produire : le travail est un facteur de production).
 - ⇒ *En théorie, la demande de travail varie en sens inverse du niveau de salaire. S'il augmente, si le travail est cher, les employeurs en demandent moins, alors que s'il est bon marché, ils en demandent plus.*

On voit donc que :

- la **quantité de travail offerte et demandée varie en fonction du niveau de salaire**
- mais le salaire est aussi **fonction des quantités de travail offerte et demandée**
 - ⇒ *Si offre de travail > à la demande des salariés (+ d'actifs prêts à travailler à moindre salaire), le salaire devrait diminuer, donc il y aurait - d'offre de travail et + de demande, ce qui ferait baisser le chômage)*

b) Mais dans la réalité, le marché du travail ne fonctionne pas ainsi :

- il n'y a pas un marché du travail mais **beaucoup de marchés** : l'offre et la demande dépendent des régions, des qualifications, des branches d'activité.
- les salaires ne peuvent pas diminuer librement, en raison notamment du **salaire minimum : SMIC**
 - ⇒ Donc le **marché du travail s'ajuste par les quantités et non par les salaires** : c'est pour cela qu'il y a du chômage. Le marché du travail présente des **rigidités**.
- l'efficacité des salariés dépend en partie du salaire qui leur est versé : **salaire d'efficience**
 - ⇒ Donc les entreprises n'ont **pas forcément intérêt à payer leurs salariés le moins possible**. Il y a toutefois des limites. L'efficacité ne peut pas augmenter indéfiniment (*ex. du déménageur qui ne peut pas être payé 500 € de l'heure !*)

Face à un taux de chômage élevé et au développement du chômage de longue durée (> à 1 an), les formes particulières d'emploi (FPE) se sont beaucoup développées ces dernières années comme les **CDD** (*contrat à durée déterminée*) ou l'**intérim**. Elles sont moins avantageuses pour les salariés que les CDI (contrat à durée indéterminée).

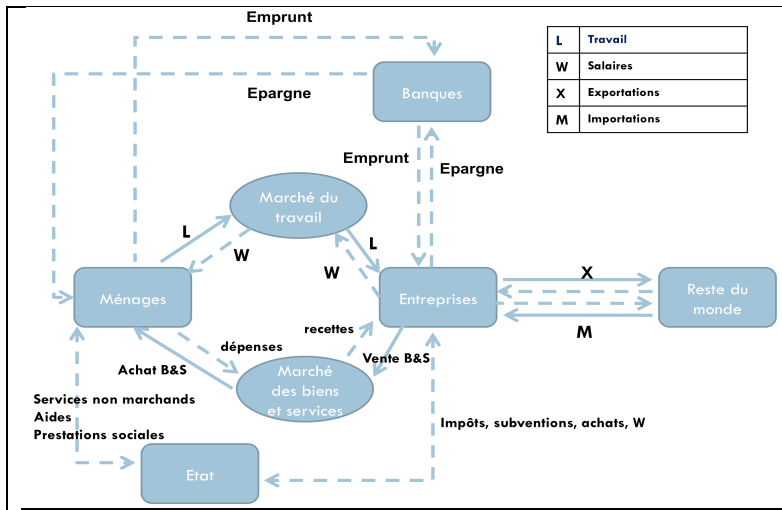
2 – MESURE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

2.1 – Le circuit en économie ouverte.

Circuit économique = représentation schématique et simplifiée du fonctionnement de l'économie nationale, avec les principaux groupes d'agents économiques (= secteurs institutionnels) et leurs relations (= marchés ++)
Il reflète une vision macroéconomique de l'activité.

Ce circuit est dit en économie ouverte parce qu'il envisage les échanges entre :

- l'**économie nationale** et
- l'**étranger** = Reste du monde.



Ici, il montre les flux d'exportations et les flux d'importations :

- **flux réels** : circulation de biens ou de services (*flèche pleine*)
- **flux monétaires** : circulation d'argent (*flèche en pointillé*)

Remarque : Tout flux réel a pour contrepartie un flux monétaire. *Ex. Vente de B&S et recettes.*

Par contre, certains flux sont exclusivement monétaires. *Ex. Epargne.*

(schéma à lire/comprendre avec ce qui précède et ce qui suit)

Pour calculer le **solde commercial** d'un pays, on fait :

Valeur des exportations (X) – valeur des importations (M)

Si $X > M$: **excédent commercial** / Si $X < M$: **déficit commercial** / Si $X = M$: **équilibre commercial** ♥♥♥

(La balance des paiements est à 0 = équilibrée ♥ : !!! aux bourdes des journalistes => c'est la balance commerciale qui est excédentaire/déficitaire)

2.2 – Le Produit intérieur brut (PIB)

a) Définition et rôle :

PIB = agrégat qui mesure les richesses créées dans un pays durant une année

On prend en compte l'activité des **agents économiques résidents** = située sur le territoire français.

⇒ Ainsi, la **production d'une entreprise étrangère implantée en France est comptabilisée dans le PIB français**, alors que la **production d'une entreprise française implantée en Espagne est comptabilisée dans le PIB espagnol** !

Calcul de la variation relative du PIB d'une année par rapport à l'année précédente : on obtient le **taux de croissance du PIB** ou **taux de croissance économique** = indicateur fondamental de l'analyse de la conjoncture économique.

a) Trois méthodes de calcul :

On retient la plus simple et la plus utilisée : le calcul par la production des unités (agents éco) résidentes.

Formule PIB = somme des VA + TVA + droits de douane

La **valeur ajoutée (VA)** = indicateur qui mesure la **création de richesses par chaque unité de production**, mesurée souvent par le chiffre d'affaires (*chaque entreprise par exemple calcule sa VA*)

VA = valeur de la production – valeur des consommations intermédiaires (déjà définies)

En additionnant toutes les VA on obtient le PIB. Mais les VA sont hors taxes.

⇒ Si on veut estimer le **PIB aux prix payés par les acheteurs des biens et des services produits** : rajouter la **TVA** (qui frappe les produits vendus sur le territoire national) + **droits de douane** (qui frappent quelquefois les produits nationaux exportés). *Ex. Produits français vendus aux Etats-Unis ; il n'y a pas de droits de douane à l'intérieur de l'Union européenne.*

Il existe 2 mesures de la VA :

- la **valeur ajoutée brute = VAB = VA** (indicateur de très loin le plus utilisé)

VAB = valeur de la production – valeur des consommations intermédiaires (idem ci dessus)

- la **valeur ajoutée nette = VAN** (jamais utilisée)

VAN = valeur de la production – consommations intermédiaires – usure du capital (machines)

b) Fiabilité de l'indicateur ?

Le PIB ne comptabilise pas :

- **l'économie souterraine** = toutes les activités non déclarées = travail au noir, fraude fiscale
- **le prix de vente pour certaines productions** : pour les productions qui ne sont pas vendues (*ex : les services non marchands des administrations publiques : problème de l'évaluation d'une heure de cours dans l'Education nationale*) l'estimation de leur VA se fait à **partir des coûts de production** et non du chiffre d'affaires.
- **la production domestique** = toutes les activités pratiquées par les ménages, gratuitement, pour eux-mêmes ou des proches. Non comptabilisée car elle ne fait pas l'objet d'une évaluation monétaire.

Ex. Ménage, jardinage, soins aux enfants etc. Si des grands-parents gardent un bébé pendant que les parents travaillent, leur activité n'est pas comptabilisée dans le PIB ; par contre, si les parents confient leur bébé à une gardienne agréée et rémunérée, cette activité est comptabilisée dans le PIB.

Au-delà de ces limites ou difficultés du PIB à mesurer la totalité des activités de production au sens large, d'autres critiques sont adressées à cet indicateur, notamment celle de **ne pas mesurer le « Bonheur national » = IDH**. C'est un vaste débat ! Quand on calcule le PIB par habitant, on mesure le niveau de vie moyen d'une population. C'est un indicateur qui permet de mettre en évidence les inégalités à l'échelle internationale, entre pays, et de rendre compte des évolutions du niveau de vie dans un pays. Ce n'est qu'une moyenne ! Elle peut cacher de grandes inégalités de niveau de vie dans un pays.

3 – LES DETERMINANTS ECONOMIQUES DE LA CONSOMMATION.

a) Les déterminants de la demande du consommateur :

- Les **prix** = déterminant le plus analysé par les économistes. Normalement, les achats des consommateurs suivent ce qu'on appelle « la **loi de la demande** » :
 - ⇒ quand **prix d'un produit augmente**, cela entraîne une baisse des quantités demandées
 - ⇒ quand **prix d'un produit diminue**, cela entraîne une hausse des quantités demandées (= soldes)
C'est ce qui est pris en compte dans le calcul de l'élasticité (voir ci-dessous).
- Les **goûts**
- Le **revenu** : il faut penser au crédit qui augmente les ressources monétaires dont disposent les consommateurs ; normalement, le **taux d'endettement** des ménages ne peut pas dépasser 33 % (montant des crédits / revenu).

b) L'élasticité de la demande par rapport au prix ou élasticité-prix de la demande :

Ce calcul mesure le **degré de sensibilité de la demande des consommateurs par rapport aux variations de prix** :

- ⇒ de combien augmente la quantité demandée (achetée) quand les prix diminuent ?
- ⇒ de combien diminue-t-elle quand les prix augmentent ?

Outil important de l'analyse économique de la consommation.

Mesure de l'élasticité-prix de la demande :

- dans cette formule, on divise la **variation de la quantité demandée** par la **variation des prix**

$$E(p) = \frac{\frac{\Delta Q}{Q}}{\frac{\Delta P}{P}}$$

c) Plusieurs cas d'élasticité :

- **Biens élastiques** : ceux qui ont une **forte élasticité** :
 - ⇒ une **faible hausse des prix** entraîne une forte baisse de la demande
 - ⇒ une **faible baisse des prix** entraîne une forte hausse de la demande

En général les produits high tech ont ce type d'élasticité. Les produits de luxe sont très élastiques (élasticité tend vers $-\infty$)

- **Biens inélastiques** : ceux qui ont une **faible élasticité** :
 - ⇒ une **hausse des prix** entraîne une faible baisse de la demande
 - ⇒ une **baisse des prix** entraîne une faible hausse de la demande

Ex. Les biens de 1^{er} nécessité : pain, essence, consultations médicales (surtout parce qu'elles sont au moins en partie remboursées par la Sécurité sociale)

- Si l'**élasticité = 0** : aucune réaction de la demande aux variations de prix. C'est un cas limite.

d) Etude de cas : Exemple des hausses du prix du tabac dans le cadre du plan cancer en France :

Objectif = baisse de la consommation de tabac de 30 % chez les jeunes et de 20 % chez les adultes.

Deux thèses sont envisageables selon l'élasticité-prix de la demande (consommation) de tabac :

- Soit l'**élasticité-prix est faible** :
 - ⇒ la hausse du prix du tabac n'entraîne qu'une **faible baisse de la consommation**
 - ⇒ Dans ce cas, l'Etat est financièrement gagnant : ses recettes engendrées par le tabac augmente puisque la baisse de la consommation est plus que compensée par la hausse des prix.
- Soit l'**élasticité-prix est forte** :
 - ⇒ la hausse du prix du tabac entraîne une **forte baisse de la consommation**
 - ⇒ Dans ce cas, même si l'Etat est financièrement perdant : il atteint son objectif de santé publique

Les études montrent 3 élasticités-prix de la consommation de tabac :

- A très court terme : dans les quelques jours qui suivent la hausse des prix : **e(p) = - 0,5**
 - ⇒ Elle est **faible** (par ex. une hausse du prix de 10 % entraîne une baisse de la consommation de 5 %).
 - ⇒ Les consommateurs ont fait des réserves avant la hausse des prix annoncée.
- A moyen terme : **e(p) = - 1,2**
 - ⇒ Elle est **forte**
 - ⇒ il y a modif des comportements des consommateurs : arrêt tabac, baisse conso quotidienne...
- A long terme : **e(p) = - 0,3**
 - ⇒ Elle redevient **faible**
 - Cause : renouvellement des générations.

Toutefois, il faut être prudent dans l'interprétation de la baisse des achats de cigarettes pour 2 raisons principales :

- L'existence de **produits de substitution**. La baisse des achats de cigarettes s'accompagne d'une hausse des achats de tabac à rouler, moins cher même si son prix augmente aussi.
- Le développement des **achats à l'étranger** pour les consommateurs qui résident en zone frontalière. En Espagne et en Italie, les cigarettes sont moins chères. La seule solution serait une uniformisation européenne des prix du tabac.